

ECHO DU SNU



Bimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°11 juillet – août 2023



**La Vice-Secrétaire générale de l'ONU
Mme Amina J. Mohammed,
en visite de travail au Tchad**



NATIONS UNIES
TCHAD



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Dieudonné Bamouni

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

*Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et
Coordonnatrice Humanitaire*

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

- Aristophane Ngargoune/UNHCR**
- ADA Francois Xavier /OIM**
- Adeline Tannone / OIM**
- Fragkiska Megaloudi/ OCHA**
- Augustin Zusanne/OCHA**
- Donaig Le Du / UNICEF**
- Brice Kevin DA / UNICEF**
- Jean Philippe Odinakachi/UNESCO**
- Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA**
- Estelle Madjilem/FAO**
- Abdel Aziz Ahamdan/ UNFPA**
- Eric Djepatarlemgoto / UNFPA**
- Njiki Dounou Rostand / UNFPA**
- Eloge Mbaihondoum / PAM**
- DIADHIOU, Ndéye Coumba / OMS**
- Alvine Teufack Temfack / OHCHR**
- Laguerre Nadissengar / OHCHR**
- Aristide Dingamdoum / PNUD**
- Mantar Laetitia / PUNV**
- Brice Kader Tago / ONUDC**

EDITORIAL: Nous souhaitons la bienvenue à Mme Amina J. Mohammed au Tchad

Chers lecteurs,

Le Tchad, terre de Toumai, berceau de l'humanité, est aujourd'hui une référence mondiale en matière d'accueil et d'hospitalité des populations des pays voisins en crise.

Le pays est confronté à des problèmes humanitaires persistants liés à l'insécurité croissante dans certaines parties de son territoire et dans les pays voisins, ainsi qu'à des défis socio-économiques, sanitaires et climatiques, dans un contexte de transition politique. L'exposition aux effets du changement climatique, la crise humanitaire à l'est du pays liée au conflit soudanais, l'ampleur des violences perpétrées par les groupes armés dans la région du bassin du lac Tchad, la fragilité de la situation sécuritaire dans les pays voisins et les conflits intercommunautaires dans un contexte de sous-développement, contribuent à la persistance de la situation humanitaire au Tchad.

Aujourd'hui, une personne sur 17 est réfugiée au Tchad. Bien que le pays ait ouvert ses portes à des milliers de personnes ayant besoin de protection en raison des conflits dans les pays voisins, ses capacités d'accueil et d'assistance ont atteint leurs limites, notamment en termes de prise en charge durable. Cela représente un défi colossal sur le plan financier, logistique, sanitaire, nutritionnel, sécuritaire et environnemental pour le pays.

Dans ce contexte, afin d'apporter une réponse efficace et efficiente au manque de financement auquel le Tchad est confronté dans le domaine humanitaire, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, continue d'appeler à la recherche d'une solution durable pour permettre au pays de faire face à ces crises.

La Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Mme Amina J. Mohammed, est donc venue voir et recueillir auprès des autorités et des partenaires les besoins réels du pays, afin d'explorer les solutions possibles à ces crises multiples.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je vous laisse parcourir notre numéro consacré à la visite de la vice-secrétaire générale de l'ONU, qui effectue sa deuxième visite au Tchad, la première en 2018 et la seconde cette année 2023.



Violette Kakyomya,
Coordonnatrice résidente du système des Nations
Unies et Coordinatrice Humanitaire



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

AU TCHAD

Du passé au présent, engagée activement dans le processus de construction de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes au Tchad à travers le développement et le renforcement de la coopération internationale autour de l'éducation, la science et la culture



L'UNESCO est une agence spécialisée du Système des Nations Unies créée le 16 novembre 1945. Son ancêtre dans le cadre de la Société des Nations était la « Commission Internationale de la Coopération Intellectuelle » créée en 1921. L'Agence est chargée de promouvoir la paix dans le monde à travers le développement et le renforcement de la coopération internationale autour de l'éducation, la science et la culture. Son siège est à Paris en France et elle dispose de plusieurs Bureaux, Instituts, Centres et Commissions Nationales à travers le monde entier.

Suite à l'avènement des indépendances entre les années 1950 et 1970, l'UNESCO a connu une vague d'adhésion de nouveaux Etats membres ayant accédé nouvellement à leur indépendance, dont le Tchad où l'organisation a déployé d'importants efforts pour appuyer le processus de développement du pays et promouvoir la paix durable, en particulier à travers la mise en œuvre de l'Agenda International des OMD et de l'Education Pour Tous adopté en 2000. L'UNESCO poursuit ses appuis au Tchad à travers le nouvel Agenda International des ODDs et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

En 2009, l'UNESCO a ouvert un Bureau résidentiel au Tchad en vue de renforcer sa coopération et ses appuis au pays en étroite collaboration avec les autorités nationales, les partenaires techniques et financiers et l'ensemble des membres de la communauté éducative. Les interventions majeures de l'UNESCO au Tchad sont articulées au Nexus Paix-Développement-Culture. En ce qui concerne le secteur de l'éducation, les actions de l'UNESCO se concentrent dans l'appui à l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes pertinents axés sur l'élargissement de l'accès à l'éducation pour tous sur un pied d'égalité et inclusif, l'amélioration de la qualité de l'éducation et le renforcement de la gouvernance du système éducatif.

A cet effet, au Tchad, l'UNESCO a tout d'abord fourni un appui technique et financier au pays pour doter l'ensemble des ministères en charge du secteur de l'éducation d'un Système d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE). Cet appui a permis de produire l'ensemble des données prioritaires dont les décideurs et les partenaires ont besoin pour

assurer une meilleure planification et gestion du système éducatif. La disponibilité de ces statistiques a permis à l'UNESCO, en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers du secteur, de conduire plusieurs diagnostics sectoriels et d'élaborer la première stratégie sectorielle du pays (SIPEA - Stratégie Intérimaire de l'Education et de l'Alphabétisation 2013-2015) après l'adoption du cadre d'action de Dakar sur l'Education Pour Tous (EPT) en 2000 et de doter le Tchad d'un Plan National Harmonisé d'Alphabétisation et d'Education Non Formelle. Les acquis résultant de cette importante intervention de l'UNESCO ont permis au pays d'accéder pour la première fois en 2013 au financement du Partenariat Mondial pour l'Education (PME/GPE) d'un montant de 47 millions de dollars des Etats-Unis. Ces fonds ont servi à financer les activités du Projet de Renforcement de l'Education de Base et de l'Alphabétisation (PREBAT) mis en œuvre conjointement par l'UNESCO et l'UNICEF qui assurent le rôle de Co-Agents Partenaires auprès du PME pour le Tchad.



République du Tchad
Ministère du Développement Touristique, de l'Art et de l'Artisanat
Office National de Promotion du Tourisme
de l'Artisanat et des Arts

les Lacs Ounianga

Site naturel inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO

L'UNESCO à travers ce projet couplé aux autres financements de l'organisation en particulier les fonds du Programme CapED, PBF et programme régulier cumulant plus de 6 millions de dollars US, a doté le Tchad des outils techniques et pédagogiques d'Alphabétisation et d'Education Non Formelle, de formation des enseignants adaptés aux besoins des Maîtres Communautaires utilisant les Technologies de l'Information et de la Communication et de promotion de la culture de la paix et de la cohabitation pacifique des populations, en particulier au profit des jeunes et des femmes. Ces appuis ont permis également de renforcer les capacités nationales de gestion et de pilotage du système éducatif, en particulier le renforcement et la modernisation du Système d'Information pour la Gestion de l'Education. L'action de l'UNESCO au Tchad à travers ce programme a permis également de sortir de l'analphabétisme plus de 100.000 citoyens dont la majorité sont des femmes et de faire

la réinsertion scolaire de 5800 enfants vulnérables en dehors du système éducatif en vue de leur offrir une seconde chance facilitant leur insertion socioprofessionnelle.

La poursuite et le renforcement des appuis de l'UNESCO au Tchad en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires de l'éducation a permis de doter le pays d'un second diagnostic sectoriel de type RESEN (Rapport d'Etat du Système Educatif National) et d'un deuxième Plan Sectoriel en l'occurrence le Plan Intérimaire pour l'Education au Tchad (PIET 2018-2020). Cet appui a permis également au Tchad de bénéficier de plusieurs autres allocations du PME pour lesquels le pays et les partenaires ont renouvelé leur confiance à l'UNESCO qui assure la mise en œuvre des fonds du PREAT pour un montant de 16 millions de dollars USD et le Projet d'Urgence de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation cumulant une enveloppe budgétaire de 10 millions de dollars USD.



Les nouvelles interventions de l'UNESCO au Tchad couvriront également le domaine de l'Education en Situation d'Urgence à travers le nouveau financement du PME d'un montant de 10 millions de dollars et la poursuite des actions de promotion et de consolidation de la paix à travers la sensibilisation et la formation des populations, en particulier les jeunes et les femmes, au titre du programme PBF. Les activités mises en œuvre en lien avec l'éducation en situation d'urgence permettront d'atténuer les souffrances des populations affectées par l'insécurité, les conflits et les catastrophes naturelles, de renforcer la résilience du système éducatif face aux crises et d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de son programme national de riposte contre l'impact du COVID-19 dans le secteur de l'éducation et de la formation.

A travers ce nouveau programme articulé aux autres programmes de l'UNESCO en lien avec les fonds CapED, PBF et les fonds du programme régulier, l'UNESCO renforcera et consolidera les précédents acquis au titre de l'alphabétisation de l'éducation non formelle, la formation des enseignants, le renforcement des capacités de gestion et de pilotage du système éducatif et la promotion de la culture de la paix. En plus de ces acquis, l'organisation ouvre de nouveaux chantiers qui se focaliseront sur l'amélioration de la qualité de l'éducation à travers la mise en place d'un système national d'évaluation des acquis scolaires et la formation en ligne des enseignants, l'élaboration d'une carte scolaire dynamique basé sur les TIC et la décentralisation du Système d'Information en vue de soutenir le processus d'amélioration continue de la qualité des statistiques scolaires afin de mettre à la disposition de l'ensemble des décideurs et des acteurs du système éducatif les statistiques fiables nécessaires à la prise de décisions efficaces.

L'ÉDUCATION TRANSFORME LA VIE



Pour soutenir efficacement la réponse humanitaire dans le contexte de l'Éducation en Situation d'Urgence, la production rapide et l'utilisation des données fiables sur les crises et les catastrophes qui affectent le système éducatif est cruciale. Cela assure une réponse humanitaire efficace et à terme la transformation durable de l'éducation.

Les leçons tirées de la pandémie de la COVID-19 couplées aux réalités contextuelles marquées par l'instabilité socio-politique, l'insécurité, les conflits armés et les catastrophes naturelles ont mis en exergue l'importance stratégique de renforcer la résilience des systèmes éducatifs face aux crises. Pour relever cet important défi, le mécanisme de pilotage du système éducatif face aux crises doit accorder une place prépondérante à l'utilisation des données fiables et harmonisées pour soutenir plus efficacement les réponses humanitaires dans les zones affectées par les crises. Au regard de la nature urgente de l'action humanitaire pour faire face aux multiples effets néfastes des crises sur l'accès équitable à une éducation de qualité, en particulier les filles et les enfants vulnérables, la rapidité de la production des données fiables sur les urgences est

cruciale pour une réponse humanitaire appropriée et efficace. Cependant, à ce jour, le mode de fonctionnement classique des Systèmes d'Information pour la Gestion de l'Éducation (SIGE) à travers l'organisation annuelle d'un recensement scolaire pour produire les annuaires statistiques, ne permet pas de répondre efficacement et en temps opportun aux besoins d'information des décideurs, des acteurs et des partenaires pour assurer la gestion efficace de l'Éducation en Situation d'Urgence (ESU). A ce jour, il y a une nécessité réelle de doter les pays d'un module SIGE spécifique dédié à la collecte et à la production rapide des données sur les crises et les catastrophes qui affectent le système éducatif avec des effets sévères sur l'accès, l'équité et la qualité des apprentissages.

Cette situation touche davantage les enfants les plus vulnérables qui sont plongés dans une précarité socio-économique réduisant leurs capacités existentielles et amenuisant leurs chances d'accès à une éducation de qualité débouchant sur une insertion socioéconomique réussie. Il s'agit d'un véritable goulot d'étranglement pour l'ensemble qui, en l'absence d'un pilotage holistique axé sur les données fiables soutenant et orientant les interventions coordonnées, ne seront pas en mesure d'atteindre les cibles de l'Agenda ODD4- Education 2030 et de relever le défi de la transformation durable de l'éducation. Pour répondre à cette importante préoccupation, le Tchad à l'instar de la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne, accompagnés par les partenaires au développement et à travers les engagements souscrits à l'issue des consultations nationales sur la transformation de l'éducation (TES), s'est engagé à doter son système éducatif d'un module SIGE spécifique répondant plus efficacement aux besoins de la production rapide des statistiques fiables et harmonisées sur le pilotage de l'Education en Situation d'Urgence. C'est dans ce cadre que le pays, avec l'appui conjugué de l'UNESCO en partenariat avec le GPE, à travers le Projet d'Urgence de Renforcement de l'Education et de l'Alphabétisation au Tchad (PUREAT) doté d'un financement de 10 millions \$US, a entrepris l'initiative de renforcer son Système d'Information et de mettre en place un module SIGE sur l'Education en Situation d'Urgence. L'état des lieux en amont au processus a mis en exergue des faiblesses importantes dans le cadre institutionnel, organisationnel et technique et dans la coordination du processus de production des statistiques de l'éducation en situations d'urgence (ESU) marquées par l'existence de plusieurs acteurs impliqués, utilisant des systèmes variés et produisant des données éparses non harmonisées et de faible qualité. Par ailleurs la faiblesse des infrastructures informatiques et des services de connexion internet ne favorise pas l'utilisation optimale des TIC, en particulier dans les zones déconcentrées affectées par plusieurs crises concomitantes. Dans l'ensemble, les données disponibles sont publiées avec d'importants retards accusés sur les délais

souhaitables face à l'urgence et la dimension genre est très peu prise en compte. A ces difficultés se rajoute la faible utilisation des statistiques dans le processus de pilotage de l'ESU et l'absence d'outils appropriés de planification et micro-planification, notamment l'absence d'une carte scolaire numérique géoréférencée prenant en compte le genre, la typologie des crises et les vulnérabilités.

Pour relever ces défis majeurs, à travers le PUREAT, les actions entreprises ont permis d'évaluer les besoins d'information prioritaire des décideurs, acteurs et partenaires du système éducatif pour le pilotage efficace de l'ESU, d'élaborer les outils harmonisés de collecte des données et de définir un cadre conceptuel et méthodologique adapté aux besoins de la production des statistiques fiables de l'ESU. Cet accompagnement s'opère dans un cadre inclusif et participatif placé sous le leadership du Gouvernement à travers le MENPC et s'intègre aux mécanismes existants de coordination sectorielle, notamment le GLPE et le Cluster Education. Les prochaines étapes du processus d'appui à la mise en place d'un module SIGE en situation d'urgence intégré au système central de production des statistiques de l'éducation vont cibler le développement d'un système informatique digitalisé de collecte rapide en ligne des données de l'ESU, la formation des cadres nationaux sur la maîtrise du cadre conceptuel et des outils techniques de gestion des données de l'ESU, le renforcement des capacités institutionnelles et informatiques du MENPC, la collecte périodique et diffusion en ligne des statistiques harmonisées de l'ESU. A cet effet, une plateforme sectorielle unique en ligne sera mise en place et piloté par le ministère de l'éducation. Elle permettra de centraliser l'ensemble des données produites sur l'ESU par les différents acteurs impliqués à travers un format numérique harmonisé et de faciliter l'accessibilité des données aux décideurs, acteurs et partenaires du système éducatif.



Mme Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'ONU en visite officielle au Tchad.



La Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Mme Amina J. Mohammed, a effectué une visite au Tchad du 17 au 19 juillet 2023. Accompagnée d'une forte délégation, elle a eu des échanges importants avec les plus hautes autorités du pays, notamment le Président de la Transition, Président de la République et Chef de l'Etat, le Premier Ministre du Gouvernement d'Union Nationale, le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale, ainsi que certains membres du gouvernement et les responsables des agences de l'ONU au Tchad. L'objectif de sa visite au Tchad est d'échanger avec les autorités tchadiennes de la République du Tchad sur la situation humanitaire à l'Est du Tchad, suite à l'afflux des réfugiés soudanais et de réaffirmer la disponibilité des Nations Unies à accompagner le processus de transition en cours.



Lors de sa visite au Tchad, Mme Amina J. Mohammed a été reçue par le Président de la République, chef de l'Etat, Général Mahamat Idriss Deby Itno.

Elle a échangé avec le Président de la République sur la situation humanitaire à l'Est du Tchad, suite à l'afflux des réfugiés soudanais et lui a réaffirmé la disponibilité des Nations Unies à accompagner le processus de transition en cours.

Les défis humanitaires auxquels le Tchad fait face, en raison de l'afflux des réfugiés soudanais dans sa partie Est, interpellent la communauté internationale notamment les Nations Unies qui ont dépêché auprès du Chef de l'Etat, Général **MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO**, ce lundi 17 juillet 2023, la Secrétaire Générale Adjointe, Mme **Amina Mohammed**.

Accompagnée d'une forte délégation, la patronne des Nations Unies est venue remercier le Tchad pour l'accueil des réfugiés et lui témoigner le soutien de

l'organisation. Occasion également pour elle de saluer les efforts du pays dans la conduite de la transition politique et réaffirmer le soutien de l'ONU aux initiatives visant la consolidation de la paix et la démocratie.

Le Président de Transition, Général **MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO** a exprimé sa gratitude aux Nations Unies pour la promotion de la paix et de la stabilité et a souligné l'importance d'une coopération renforcée entre le Gouvernement et les agences onusiennes afin de relever efficacement les défis sécuritaires et humanitaires.

L'audience, qui s'est déroulée en présence de quatre membres du gouvernement et des proches collaborateurs du Chef de l'Etat, témoigne de l'engagement continu du Tchad à coopérer avec la communauté internationale pour garantir la sécurité sociale tant au niveau national que régional.

Mme Amina J. Mohammed était au chevet des réfugiés du Soudan à l'Est du Tchad.



Au lendemain de sa mission au Tchad, Mme Amina J. Mohammed s'est rendue avec sa délégation à Farchana et à Adré, pour constater de visu la situation alarmante des réfugiés et des rapatriés tchadiens vivant le long de la frontière et de ceux qui ont été relocalisés dans de nouveaux sites. A Farchana, Mme Amina J. Mohammed est allée à la rencontre des réfugiés. Elle a exprimé sa gratitude au gouvernement tchadien et au peuple tchadien pour leur hospitalité légendaire pendant cette crise au Soudan. Elle s'est dite émue et touchée par les histoires de plus de 2 millions de réfugiés qui ont risqué des moments difficiles pour trouver refuge au Tchad.

Pour elle, ces réfugiés ont un besoin urgent d'aide pour alléger leurs souffrances. Pour Mme McCain, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, plus de 2 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Cette situation d'urgence requiert l'attention du monde entier, alors que le Tchad est lui-même confronté à des catastrophes naturelles, aux défis du changement climatique, à la faim et bien d'autres.



Mme Amina J. Mohammed a échangé avec les femmes leaders tchadienne.



La Vice-secrétaire générale de l'ONU, connaissant très bien le Tchad, échange avec les leaders des femmes, les parlementaires, les femmes vivants avec un handicap... sur les questions liées aux activités féminines et aux défis de la transition notamment l'apport de la femme pour la réussite de la transition phase 2. Après les échanges avec les différentes corporations féminines, la secrétaire générale adjointe de l'organisation des Nations Unies, Amina Mohamed, visitera le camp de Farchana à l'Est du Tchad pour s'imprégner des

conditions des vies des réfugiés soudanais qui sont sur le sol tchadien et au Lac Tchad pour s'enquérir des activités génératrices de revenus des réfugiés nigériens ayant fui la violence de Boko Haram. En outre, la ministre de la femme et de la solidarité Amina Priscille Longoh, a saisi l'occasion pour faire un plaidoyer sur les questions liées à l'autonomisation de la femme tchadienne notamment la scolarisation de la petite enfance.



Les Nations unies promettent un appui au Tchad, confronté à une grave crise humanitaire



La Vice-secrétaire générale de l'ONU, Mme Amina Mohammed, a achevé en date du 19 juillet sa visite de deux jours au Tchad. Elle a conjointement au terme de sa visite, animée une conférence de presse avec le Premier ministre de transition, Saleh Kebzabo. Les deux ont plaidé en faveur d'un soutien accru au Tchad face à la crise.

Le Tchad a besoin d'aide pour faire face à cette crise sans précédents. Tel est, en substance, le message de Ndjamena aux Nations unies, en particulier concernant les populations locales dont les services sociaux sont débordés ou dont les champs sont occupés par les nouveaux camps de réfugiés.

« Le Tchad est un pays pauvre », a rappelé le Premier ministre de Transition, Saleh Kebzabo. « Nous sommes entourés de champs, et au fur et à mesure que la population s'accroît, le territoire

des champs diminue. Et là, nous sommes dans un cas de force majeure encore qui fait qu'on n'a pas le temps de regarder le champ d'arachides, de millet et autres. C'est la vie, la survie des populations qui est importante », a-t-il insisté.

Au cours de la Conférence de presse conjointe avec la vice-secrétaire générale de l'Organisation des Nations-Unies (Onu) Amina Mohammed, le Premier Ministre de transition Saleh Kebzabo a expliqué le poids de crise soudanaise sur le Tchad et demandé les grandes puissances de peser de leur poids pour amener « les belligérants à la raison ».

L'Est du Tchad est confronté à un afflux massif des réfugiés soudanais. D'après les Nations-Unies, le Tchad est le deuxième pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés soudanais derrière l'Égypte, avec au moins 240.000 personnes. Pour le Premier ministre de transition, cette crise soudanaise « est un grand choc » pour le pays. « Vous avez fait un tour là-bas et vous vous êtes rendu compte que c'est effectivement un choc. Mais au-delà du grand choc que nous avons accusé et que nous continuons d'accuser parce que les réfugiés continuent toujours d'affluer tant que la guerre continue, je voudrais passer par votre intermédiaire pour vous demander d'être notre avocate à New York pour que les grandes puissances se mobilisent afin de mettre fin à cette guerre », précise Saleh Kebzabo.

D'après lui, cette guerre « est à tout point de vue dangereuse pour le Tchad, sur tous les plans », d'où la nécessité pour le premier ministre de rappeler « les belligérants à la raison et trouver

les moyens de les obliger à s'arrêter de faire la guerre pour que les dégâts cessent ».

Et le quotidien des Tchadiens, est selon lui loin d'être meilleur. « Le Tchad est un pays pauvre. Pour nous-mêmes déjà on n'en a pas assez. Les questions de développement du Tchad sont de plus en plus intenable pour nous. Le gouvernement fait tous les efforts possibles pour remplir ses obligations de base vis-à-vis des questions sociales et autres pour sa propre population et lorsque ce chiffre s'accroît ainsi, il est évident que cela nous pose des problèmes », ajoute-t-il.

Son hôte, la secrétaire générale adjointe de l'Onu Amina J. Mohammed a reconnu les répercussions de cette guerre sur le Tchad et promet le soutien des Nations-Unies au pays. « Nous devons faire le tout possible pour que cette guerre puisse s'arrêter avec son corollaire de crise humanitaire sans pareil actuellement à l'Est du Tchad », assure-t-elle.



De nouveaux camps construits pour accueillir des réfugiés toujours plus nombreux



Plus de 240 000 personnes venues du Soudan ont franchi la frontière depuis le début des hostilités à Khartoum il y a trois mois. Les autorités, les agences de l'ONU et leurs partenaires redoublent d'efforts pour éviter une catastrophe humanitaire à l'Est du pays. Le gouvernement a alloué des terres pour la construction de trois nouveaux camps de réfugiés, tandis que le HCR a procédé à l'extensions de sept sites déjà existants, qui accueillent plus de 400 000 Soudanais venus au cours des 20 dernières années.

Les derniers piliers sont plantés, les dernières bâches sont tendues : le nouveau camp d'Orang, sorti de terre en à peine une semaine, est prêt à recevoir 5 000 personnes. Un véritable défi logistique en ce début de saison des pluies au Tchad. Amine Haroun Agar, de l'ONG ADES, n'est pas peu fier de ses équipes :

« En une semaine, nous avons construit autour de 1 000 abris. Vous imaginez, cette capacité de mobilisation en terme de logistique ? Le pays fait face à une rupture de moyens de construction, mais quand même : les forces, les énergies sont mobilisées pour que la ville d'Adré soit désengorgée. »

L'objectif est d'accueillir 35 000 réfugiés d'ici la fin du mois. Sany Aakilou, du HCR, explique : « Actuellement, nous sommes à environ 40 latrines déjà réalisées en quatre jours. Et nous allons continuer car nous avons un objectif de 1 500 latrines au camp d'Ourang. »

Les travaux s'achèvent juste à temps pour recevoir le tout premier convoi de Soudanais en provenance de la frontière. Celle-ci se trouve à seulement 25 kilomètres; mais avec la saison des pluies, certains camions peuvent mettre jusqu'à deux jours pour les parcourir.

Brice Deglas coordinateur des urgences au HCR : « Quand vous voyez le flux que nous avons actuellement, les centres de transit deviennent de plus en plus congestionnés. Nous devons donc changer rapidement notre stratégie pour continuer à identifier d'autres sites additionnels pour pouvoir augmenter la capacité de réception des réfugiés. »

Deux autres camps sortent de terre tandis que le HCR et les autorités cherchent à identifier un quatrième site. Car les pronostics sur l'évolution de la crise restent très pessimistes.

